

Une économie qui ne passe pas

Enseignement La suppression de subsides aux écoles en difficulté a fait réagir.

La Fédération Wallonie-Bruxelles doit faire des économies et la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet (CDH) souhaite que les écoles à encadrement différencié (*Ndlr: ex-discrimination positive*) participent aussi à l'effort budgétaire. Son idée: retirer, dans le budget 2015, 13,9 millions de subsides afin de financer 350 temps pleins destinés à lutter contre l'échec scolaire. Énoncée dans "Le Soir" de jeudi, la mesure a d'emblée fait bondir les grands patrons des entités les plus concernées.

Tel Emir Kir (PS), le député bourgmestre de Saint-Josse. Qui considère que ce transfert de sous en moyens humains "mettra nos 12 écoles communales en grandes difficultés..." Et le Premier Tennoodois d'énumérer ces sorties culturelles, ces remédiations qui, faute de budgets de fonctionnement, sauteraient, en 2015. "Pourquoi remettre en question ces dispositifs essentiels?, s'interroge le socialiste. Pourquoi transformer ces budgets en personnel? Que fera-t-on pour nos écoles si ces

sommes s'évaporent?"

Cette solution "est abracadabrante" selon le maieur saint-gillois Charles Picqué (PS), qui, de même qu'Alain Hutchinson (PS), son échevin de l'Enseignement, n'en veut pas non plus: "Une telle mesure aura un impact particulièrement négatif pour les enfants scolarisés dans les communes les plus fragilisées." Dont la sienne qui perdrait

220 000 €, essentiels au financement de logopèdes ou de matériel pédagogique pour 5 écoles maternelles sur 6 et 1 école secondaire. Du côté de Koekelberg, on se dit tout aussi alarmiste. "Toutes les écoles francophones sur le territoire communal seront touchées. Cela signifiera la suppression de deux postes d'éducateur et de sept équivalents temps plein pour les professeurs!", insiste Jean-Pierre Cornelissen (MR), échevin de l'Enseignement francophone.

A Schaerbeek, 130 000 habitants, pas moins de 74% des écoles seraient pénalisées. Le caractère profondément antisocial de la mesure, qui toucherait surtout le Nord de Bruxelles, est dénoncé par le bourgmestre Bernard Clerfayt (FDF).

G. Be. et J. Th.